

Il est clair que le gouvernement n'est pas assez éclairé sur l'écart entre pays riches et pays pauvres. Sinon le ministre n'aurait pas donné à la Chambre l'explication superficielle que c'est l'intransigeance des pays de l'OPEP qui a fait avorter le dialogue sur l'énergie et provoqué le demi-échec de la conférence Nord-Sud. Et pour expliquer l'impossibilité d'un accord, il n'invoquerait pas non plus le prétexte spécieux que la garantie du pouvoir d'achat des exportations et l'institution d'un moratoire général étaient au-dessus des moyens des pays industrialisés.

Si la conférence Nord-Sud a fini sur un point d'interrogation, c'est surtout que les pays industrialisés ont voulu acheter au rabais la stabilité économique mondiale. Quand l'assistance officielle au développement est en recul et que la dette des pays en voie de développement atteint 165 milliards de dollars, la création d'un fonds spécial d'un milliard est une plaisanterie cruelle. Comment espérer que les pays producteurs de pétrole vont s'entendre avec nous sur les prix pétroliers dans un but de planification, quand nous refusons de collaborer avec le Tiers-Monde au redressement de sa balance commerciale et de ses rentrées de devises? Il faut que les pays industrialisés comprennent que le temps des discours et de l'assistance au compte-gouttes est révolu. Ce n'est pas avec des offres ridicules qu'on réussit à conclure un marché.

Au lieu de chercher à embellir la réalité, le ministre aurait agi plus utilement s'il avait employé cet après-midi le langage du rapport sur le développement international publié par le sous-comité. Ce rapport qui exprime l'avis unanime de tous les partis de la Chambre, dit que si les pays en voie de développement . . .

. . . ne manifestent pas le désir véritable de réformer le système économique international, et si les négociations n'aboutissent pas à un progrès sensible et concret en ce sens, les relations entre pays riches et pays pauvres risqueront fort de dégénérer en oppositions et en récriminations continuelles.

Et que dire enfin du rôle du Canada? Nous avons offert de renoncer au remboursement de 254 millions de dollars, ce qui, en fin de compte représente un montant net en espèce de 35 millions de dollars, et il semble que nous soyons disposés à cotiser au fonds spécial. Mais le ministre s'est bien gardé, dans sa déclaration, de préciser un montant. Je trouve très curieux que le montant ait été indiqué dans les journaux mais qu'il n'en soit pas question dans la déclaration. Nous pouvons bien faire une contribution spéciale étant donné que l'aide officielle au développement est passée de .58 à .51 de notre PNB au cours des deux dernières années—ce qui ne représente guère une progression vers le .7 p. 100 du PNB auquel s'était engagé le Canada.

● (1520)

Je dis au ministre et à tous les pays développés: Cessez de montrer les autres du doigt et faites un retour sur vous-mêmes. Un sentiment renouvelé d'engagement et d'urgence doit marquer notre approche—à la fois en tant que gouvernement et que nation.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, hier j'ai eu l'occasion de traiter le ministre des Finances (M. Macdonald) d'Écossais obstiné. On m'a dit plus tard que le président du Conseil privé (M. MacEachen) avait demandé ce que l'on pouvait penser d'un Écossais ramolli? Je me propose maintenant de m'attaquer à ce problème. Plaisanterie à part, je tiens à dire au ministre que nous apprécions sa déclaration. Je pense que je me ferai l'interprète de tous les

Conférence économique internationale

Canadiens si je lui disais combien nous sommes fiers de ce que l'un des ministres les plus compétents du gouvernement ait été choisi comme coprésident de la Conférence sur la coopération économique internationale.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je suis certain qu'il a dignement représenté notre pays et qu'un homme aussi compatissant et intègre que lui est tout désigné pour s'acquitter des fonctions dont il a été chargé.

En écoutant la déclaration du ministre aujourd'hui, on ne pouvait s'empêcher de constater qu'il n'était pas satisfait du résultat de la conférence. Évidemment, le ministre a raison de dire qu'aucune conférence, aucun programme ne réglera les rapports entre les pays industriels et les pays en développement.

Quand le ministre affirme souhaiter un règlement par la collaboration et non par l'affrontement, je pense que nous devons être assez réalistes pour nous rendre compte qu'à l'heure actuelle, c'est surtout l'affrontement qui risque d'avoir lieu. Comment peut-il en être autrement dans un monde où les pays industrialisés améliorent sans cesse leur niveau de vie et où l'écart du revenu entre les pays riches et les pays en développement s'accroît sans cesse? Cet écart s'élargit, parce que les pays en voie de développement doivent compter en grande partie sur la vente de matières premières aux pays industrialisés. Or, le prix des matières premières par rapport au prix des biens manufacturés n'a cessé de décroître, tandis que le niveau de vie des pays en voie de développement se détériore alors qu'en dépit de leurs problèmes économiques, le niveau de vie progresse chez les nations industrialisées.

Il y a plus de cent ans, Abraham Lincoln a dit qu'aucune nation ne pourrait survivre longtemps moitié esclave, moitié libre. Le monde est devenu un village planétaire, une nation ne peut vivre longtemps dans un monde moitié repu, moitié affamé. Tel est le problème qui se pose aujourd'hui aux pays en voie de développement et tant qu'il ne sera pas réglé, malgré les bonnes paroles et toute la bonne volonté du monde, il y aura affrontement jusqu'à ce que l'on prenne des mesures efficaces pour supprimer ces inégalités économiques.

Dans sa déclaration, le ministre a dit:

Les pays en voie de développement ont été déçus du fait que certaines de leurs propositions de réforme de la structure du système économique international n'aient pas été acceptées.

Il a ensuite ajouté:

Il n'était d'ailleurs probablement pas du ressort des gouvernements de combler certaines demandes, dont le maintien de leurs recettes d'exportation et le moratoire général sur leurs dettes.

Je suis prêt à admettre qu'aucun pays ne peut à lui seul accéder aux demandes en vue d'une réforme de la structure du système économique ou d'un moratoire général sur les dettes, mais les pays industrialisés pourraient certes attendre ces objectifs ensemble. Nous n'avons pas réellement réfléchi beaucoup aux problèmes des pays en voie de développement qui, selon moi, ont tout à fait raison de vouloir une garantie du pouvoir d'achat des exportations. Ils constatent que la valeur de leurs produits diminue, de sorte qu'ils doivent vendre de plus en plus de sucre, de copra et d'autres matières premières pour acheter les mêmes quantités de produits manufacturés et d'articles essentielles à la technologie moderne.